

La Russie s'enfonce dans la militarisation de son économie

Le ralentissement brutal de l'économie russe est le fruit d'une fuite en avant de l'économie de guerre depuis 2022. La crise en cours n'a cependant rien pour inciter le Kremlin à rechercher un chemin durable vers la paix.

[Romaric Godin](#)

14 août 2025 à 18h30

AprèsAprès deux années d'insolente croissance, l'économie russe est désormais en phase de ralentissement accéléré. Et cela vient placer les autorités russes face à des choix déterminants sur la menée de l'économie de guerre.

Au premier trimestre, le PIB russe a ainsi affiché une croissance annuelle de 1,4 % [selon Rosstat](#), l'office des statistiques de la Fédération. Pour l'année en cours, la banque centrale du pays, la CBRF, annonce une croissance de 1 à 2 %, et l'institut russe pro-Kremlin [HSE](#) table sur 1,4 %. [Le FMI](#), lui, dans sa dernière version des perspectives pour 2025, prévoit une croissance de 0,9 % du PIB russe.

Quel que soit le chiffre final, le coup de frein est notable. En 2023 et 2024, le PIB du pays avait en effet progressé respectivement de 4,1 % et 4,3 %. Au point que, selon la Banque mondiale, l'économie russe est devenue la quatrième du monde en parité de pouvoir d'achat et en dollars constants, derrière la Chine, les États-Unis et l'Inde, mais devant le Japon et l'Allemagne. Désormais, les nuages se multiplient.

[L'indice PMI](#) des directeurs d'achats de l'industrie de S&P Global, un des indicateurs avancés de la conjoncture, a basculé dans la zone de récession en mai en passant à 47,5 points, sous les 50 qui divisent l'expansion de la contraction. Il s'est maintenu à ce niveau en juin. Selon cette enquête, « *le rythme de réduction des nouvelles commandes s'est accéléré à la fin du deuxième trimestre pour revenir à un niveau jamais vu depuis novembre 2022* ».

Depuis plusieurs mois, les responsables économiques ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. Le ministre de l'économie lui-même, Maxim Reshetnikov, a reconnu [en juin](#) que le pays était « *au bord de la récession* ». Certains secteurs clés comme le charbon et l'acier sont déjà en récession. Le premier pourrait perdre entre 300 et 350 milliards de roubles (soit environ entre 3,21 et 3,75 milliards d'euros). Le second accuse un recul de 10 % de la demande intérieure, [selon le chef de Severstal](#), un des géants du secteur.



Entrepôt de produits finis dans l'atelier de laminage de l'usine sidérurgique de Magnitogorsk (MMK) à Magnitogorsk, Russie, le 10 juin 2025. © Photo Donat Sorokin / Sipa

[Selon les données collectées auprès de Rosstat](#) par l'agence Bloomberg, plusieurs industries ont subi une chute violente de leur production entre janvier et avril : – 17,8 % pour le cuir, – 10,8 % pour le transport, – 5,8 % pour les minerais, – 4,1 % pour les métaux... La meilleure preuve de ce ralentissement réside d'ailleurs dans la décision de la banque centrale, pourtant dirigée par la très orthodoxe Elvira Nabioullina, de baisser par deux fois ses taux directeurs en juin et juillet, les ramenant de 21 % à 18 % (ce qui est censé stimuler l'investissement et l'activité).

En 2022, l'effet « relance » des dépenses militaires

Dans les analyses occidentales, il existe une tendance à ne voir les évolutions de l'économie russe que sous le seul prisme des sanctions. Lorsque la croissance dominait, on pensait que celles-ci étaient inefficaces ou insuffisantes ; maintenant qu'elle ralentit, on croit qu'elles commencent à faire effet. C'est en réalité un peu réducteur, car l'économie russe qui, depuis 2022, s'est organisée autour de la guerre en Ukraine, a sa propre dynamique.

Cela ne veut pas dire que les sanctions n'ont pas d'impact sur l'économie russe. Une partie des fournitures occidentales manquent cruellement à l'appareil productif russe ; les limites sur le prix du pétrole russe jouent un rôle crucial sur les recettes de la Fédération ; et le gel des avoirs russes en Occident est une donnée majeure dans le financement de l'économie. Mais ces nouvelles contraintes ne décident pas de tout, parce que la Russie a pu s'adapter.

Figure 1: Real GDP growth, %



PIB réel russe désaisonné (barres) et brut (ligne). © Institut Bruegel

Une économie de guerre donne la priorité à la production militaire et à ses besoins. Dans le cas russe, la mise en place de cette organisation productive a eu un effet comparable à celui d'un plan de relance gigantesque. Une fois absorbé le choc des premières sanctions en 2022, avec notamment le retrait des entreprises occidentales, la dépense militaire est devenue une locomotive pour le reste de l'économie.

Dans le contexte d'une économie russe en quasi-stagnation depuis dix ans, l'effort de guerre a diffusé des fonds qui se sont répandus dans le reste de l'économie. Cela a pu se faire de manière directe ou indirecte, et même sous l'effet des sanctions. Ainsi, la production manufacturière a été soutenue par la commande militaire, mais aussi par la stratégie de substitution des importations.

Le tout a été largement rendu possible par une distribution généreuse de crédits. Les investissements dans les infrastructures, notamment pour redéployer les réseaux de communication vers les nouveaux partenaires asiatiques de la Russie, ont aussi soutenu fortement la croissance.

La Russie a pu augmenter ses exportations et ses importations.

Les besoins de l'armée ont, en parallèle, fait pression sur la main-d'œuvre disponible alors même que les besoins de production augmentaient et que l'industrie russe a une productivité réduite. En conséquence, les salaires réels ont augmenté, alimentés aussi par les traitements généreux offerts aux soldats. [Selon une étude de la Banque de Finlande d'avril 2025](#), les traitements mensuels des soldats s'élèvent en moyenne à 2,5 fois le salaire moyen russe, soit 200 000 roubles (environ 2 100 euros).



Source: S&P Global PMI.

Data were collected 12-24 June 2025.

Indice PMI Manufacturier russe © S&P Global

L'ensemble des revenus militaires et des compensations pour blessures et décès s'élèveraient à 1,5 % du PIB, ce qui n'est pas négligeable et viendrait expliquer, selon [une autre étude de la Banque de Finlande publiée en février 2024](#), la hausse des dépôts bancaires dans certaines régions. Tout cela a naturellement fait augmenter le niveau de vie et la consommation des ménages et a conduit à des croissances vertigineuses dans l'hôtellerie-restauration, l'information-communication et les services aux ménages.

Ce phénomène a été rendu possible non seulement par l'absence de destructions notables sur le sol russe, mais aussi par la réorganisation de réseaux commerciaux vers l'Asie et, plus généralement, vers le Sud global. À la différence de l'Allemagne de 1914, elle aussi épargnée par les combats sur son sol mais qui s'était retrouvée largement coupée par le blocus allié du marché mondial, la Russie a pu augmenter ses exportations et ses importations.

Les exportations de pétrole ont notamment profité de la hausse des prix mondiaux de 2022-2023, ce qui a contribué à augmenter les revenus fiscaux. L'économie de guerre russe était donc jusqu'à présent [plus proche de celle des États-Unis de 1941-1945](#), où la dépense militaire avait permis de faire sortir l'économie de la crise.

À partir de 2023, le sacrifice de la demande civile

À la différence, cependant, des États-Unis des années 1940, la Russie des années 2022-2025 a tenté de coupler cette économie de guerre avec une politique monétaire restrictive.

L'économie de guerre est toujours inflationniste : elle engloutit des ressources et des hommes et fait donc augmenter le prix des salaires, des services et des biens. La Russie n'a pas fait exception à cette règle. La hausse de la demande intérieure liée à la dépense militaire s'est couplée à celle liée à la consommation des ménages et à l'investissement privé civil. Elle a alimenté la hausse des importations et la saturation de l'outil de production.

En conséquence, l'inflation a commencé à accélérer. En 2022, le taux officiel a atteint jusqu'à 15 % en rythme annuel, avant de se stabiliser entre 9 et 10 % depuis un an. Pour la Banque centrale, il était urgent de freiner la hausse des prix. Elvira Nabioullina a frappé fort en remontant les taux de façon très agressive. Entre juillet 2023 et octobre 2024, le taux directeur est ainsi passé de 8,5 % à 21 %. Les taux réels russes, de près de 12 %, sont alors parmi les plus élevés du monde.

La logique russe est alors claire : il s'agit de sacrifier la demande civile au profit de la demande militaire. Si l'économie est en effet en surcapacité et que la priorité est donnée à la production militaire, alors c'est bien l'économie civile qui doit s'ajuster et, donc, voir sa part réduite. Et comme, par ailleurs, les ressources allouées à l'économie de guerre augmentent, notamment budgétaires, celles attribuées à l'économie civile vont devoir continuer à reculer.

RU Inflation Rate - percent



Source: tradingeconomics.com | Federal State Statistics Service

Inflation en

Russie © Tradingeconomics

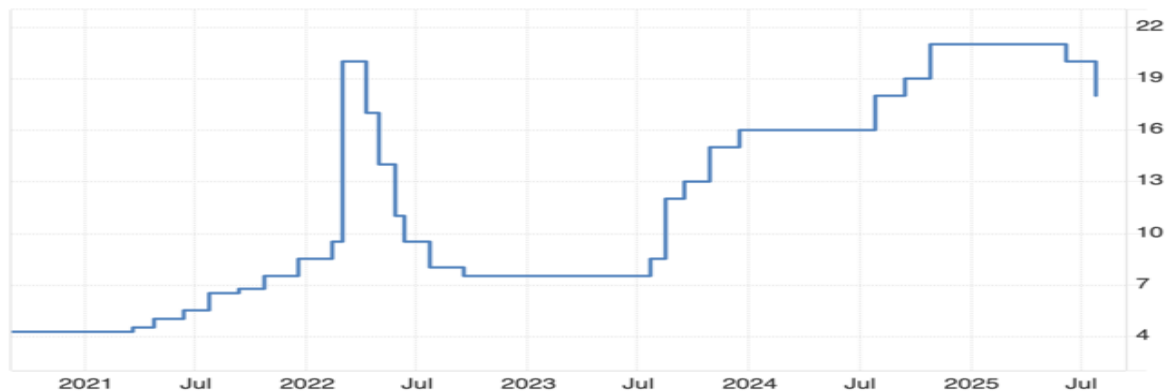
La politique monétaire a donc servi à forcer cette nouvelle répartition des ressources. La hausse des taux a pesé sur les entreprises civiles qui s'étaient endettées en 2022-2023 pour se développer et a stoppé l'investissement. En parallèle, les taux élevés ont fait grimper le rouble. En mai, le dollar est passé sous les 77 roubles, un niveau proche de celui d'avant l'attaque de février 2022 contre l'Ukraine. Cette hausse du rouble a rendu les importations moins chères, mettant un frein à la logique de substitution.

Cette politique a clairement fait plonger l'économie civile. Le ralentissement économique actuel est donc le fruit de cette stratégie qui, elle-même, est le produit direct de l'économie de guerre. La croissance de 2023-2024 était un effet collatéral de la relance militaire mais c'était, du point de vue de la logique belliqueuse du Kremlin, un problème.

Risque de stagflation

Ce problème est donc en voie d'être réglé par le ralentissement actuel. Mais dans le cadre de l'économie de guerre, un problème peut en cacher un autre. Et même plusieurs. Le premier est que l'inflation reste élevée. La hausse des prix est passée de 10,2 % en avril à 9,6 % en juin. Elle reste donc très forte et très éloignée de l'objectif de 4 % de la banque centrale. Les ressources pour satisfaire la demande militaire restent rares.

RU Interest Rate - percent



Source: tradingeconomics.com | Central Bank of Russia

Taux directeur de la banque centrale de Russie © Tradingeconomics

Or, si les entreprises civiles sont en difficulté, elles vont devoir nécessairement freiner la croissance des salaires nominaux et, comme l'inflation reste élevée, réduire les salaires réels. Le risque est donc que le pays s'enfonce dans ce que l'on appelle la stagflation : une stagnation de l'activité à laquelle s'ajoute une forte hausse des prix.

Le deuxième problème est le risque que fait porter ce ralentissement sur le secteur bancaire russe. La hausse des taux et la baisse de l'activité a conduit une partie des entreprises à ne plus pouvoir faire face à leurs remboursements. Dans les résultats semestriels des banques russes, comme [Sberbank](#) et [VTB](#), on constate ainsi une forte hausse des créances douteuses dans leurs bilans. [Le maillon faible semble être la MKB](#), qui a annoncé un recul de 65 % de son bénéfice net.

Elvira Nabioullina s'est voulue rassurante en juillet en assurant que la situation des créances douteuses était « *meilleure que les gens ne l'imaginent* » et que le système bancaire russe pouvait s'appuyer sur des réserves de capitaux de 8 000 milliards de roubles (environ 85 milliards d'euros). Mais une source anonyme [citée par l'agence Bloomberg](#) prétend, au contraire, que les données publiées ne révèlent pas le « *véritable sérieux de la situation* ». L'hypothèse est possible dans la mesure où l'effort de guerre est en partie financé [par des prêts accordés par des banques d'État](#) (ce que semble confirmer, d'ailleurs, le maintien de l'inflation à un niveau élevé).

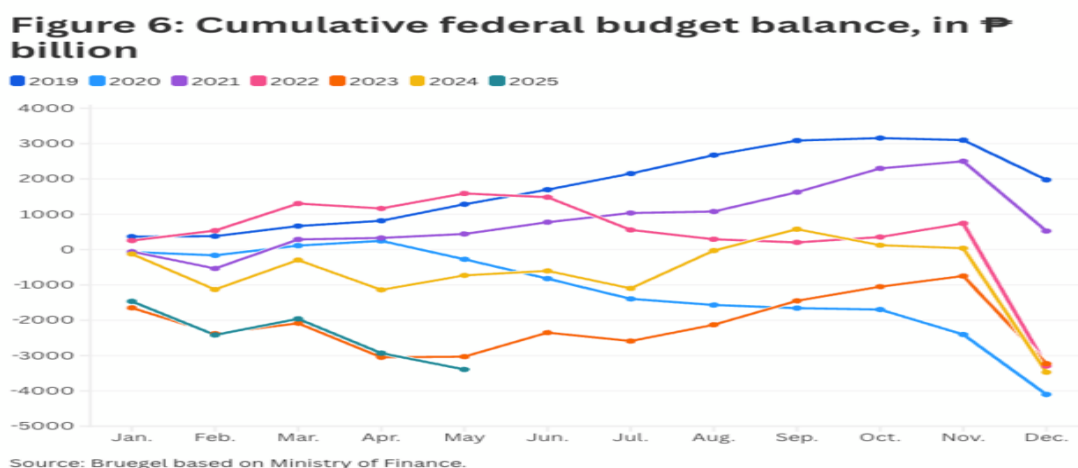
Le dernier problème, c'est que l'affaiblissement de la croissance vient peser sur les recettes budgétaires et donc sur le financement de l'effort de guerre. Au moment où les sanctions internationales commencent à jouer négativement. Et c'est ici que la Russie doit faire face à des choix très délicats et dangereux pour le reste du monde.

Un budget à la dérive

Dans son budget corrigé [voté par la Douma le 10 juin](#), les recettes fiscales ont été révisées à la baisse de 1 790 milliards de roubles (environ 19 milliards d'euros) à 38 500 milliards de roubles (soit près de 413 milliards d'euros), en grande partie en raison de la baisse des revenus liée aux exportations de pétrole et de gaz qui reculent de 2 620 milliards de roubles

(13,5 milliards d'euros environ) à 8 320 milliards de roubles (soit près de 89 milliards d'euros).

Cette baisse s'explique en partie par la limite de prix imposée par les sanctions européennes qui a accru l'effet de la baisse du prix du baril. Le pétrole russe se vend toujours en Inde ou en Chine, mais il se vend désormais avec une décote par rapport au reste du marché. La force du rouble réduit par ailleurs la traduction dans le budget de ces revenus pétroliers, facturés en dollars.

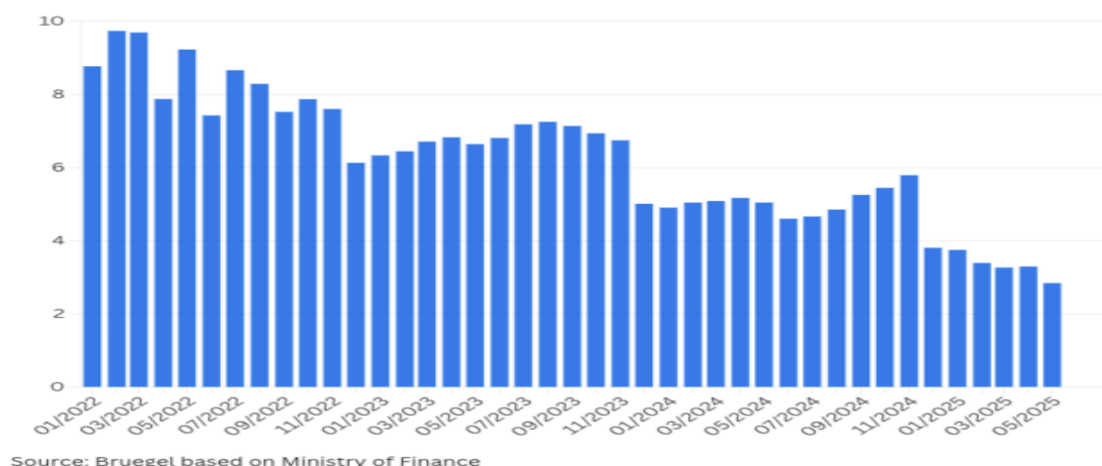


Évolution mensuelle du déficit budgétaire russe en milliards de roubles © Bruegel

Les autres recettes sont attendues en hausse de 829 milliards de roubles (environ 8,9 milliards d'euros) par rapport au projet de budget de décembre. La hausse, due aux hausses de taxes, est minime, mais elle est très optimiste, car basée sur une croissance annuelle de 2,5 % pour 2025. Ce niveau semble difficilement atteignable. Pourtant, en parallèle, les dépenses s'envolent.

En décembre, la Fédération prévoyait des dépenses de 41 500 milliards de roubles, elles sont désormais fixées à 42 300 milliards de roubles (environ 454 milliards d'euros). La hausse est à attribuer d'abord aux dépenses militaires qui représentent désormais 40 % de ces dépenses et 6,3 % du PIB. Ce sont des chiffres [proches de l'effort de guerre états-unien de 1941](#) (47 % du budget fédéral et 5,1 % du PIB). Comme la priorité est la guerre, les dépassements de dépenses sont fréquents.

Figure 7: Liquid assets of the National Welfare Fund, in ₺ trillion



Actifs liquides dans le fonds souverain russe en milliers de milliards de roubles. © Bruegel

Ainsi, [sur les six premiers mois de l'année](#), les dépenses ont dérapé, augmentant de 20 % sur un an, tandis que les recettes ne progressaient que de 3,5 %. Résultat : le déficit sur le premier semestre a déjà atteint 3 700 milliards de rouble, soit presque autant que le déficit prévu pour l'ensemble de l'année par le collectif budgétaire voté le 10 juin (3 790 milliards de roubles ou environ 40,7 milliards d'euros).

Autrement dit : les sanctions et le ralentissement économique mettent le budget russe sous pression. En apparence, on pourrait juger la situation budgétaire sous contrôle. Le déficit prévu en 2025 ne constituait que 1,7 % du PIB (contre 0,5 % du PIB prévu en décembre). Quand bien même il doublerait, il resterait modéré. Mais c'est oublier quelques faits importants.

D'abord, la Russie n'a plus guère accès aux marchés internationaux des capitaux. Il lui est difficile de faire « rouler » sa dette comme le fait la France, par exemple, sauf à passer des accords bilatéraux avec des pays à fortes réserves comme la Chine, par exemple. Mais ce serait confirmer une sorte de vassalisation à laquelle Moscou répugne.

Vers la fuite en avant ?

Le financement du déficit passe donc par des mesures « internes », comme le financement par des prêts accordés par les banques d'État. Mais la clé, c'est l'utilisation du Fonds national, une réserve constituée pendant des années à partir des recettes pétrolières et gazières. Dans le budget révisé, le Kremlin envisage de prendre 447 milliards de roubles (4,8 milliards d'euros) dans ce fonds dont les réserves liquides s'élèvent encore officiellement à 2 880 milliards de roubles (308 milliards d'euros) contre près de 10 000 milliards de roubles début 2022.

Mais compte tenu de l'explosion des déficits, cette manne risque de s'épuiser rapidement. [Les économistes du Kremlin ont même prévenu en juin](#) qu'elle risquait de s'épuiser dès l'an prochain. Une fois ce fonds incapable de financer le déficit, que se passera-t-il ? C'est ici que se joue une partie difficile.

Au mieux, une trêve peut permettre à la Russie de réduire certaines de ces difficultés, mais il semble peu probable que la logique d'économie de guerre soit suspendue.

A priori, on pourrait penser que cela inciterait le Kremlin à chercher une solution de paix rapide pour réduire les dépenses militaires, redonner du souffle à l'économie civile et rétablir l'équilibre budgétaire. Mais cette option consiste aussi à prendre un risque redoutable. La reconversion d'une économie de plus en plus dépendante de la dépense militaire est un phénomène risqué. Dans l'économie de guerre, la sortie est la phase la plus périlleuse. Et quand cette reconversion se fait dans un contexte de crise de l'économie civile, le risque est encore plus grand.

À lire aussi

[Nouvel « ultimatum » de Trump à la Russie : l'outil risqué des sanctions secondaires](#)

30 juillet 2025

[Dossier La Russie selon Vladimir Poutine 38 articles](#)

Au reste, le complexe militaro-industriel est très présent dans la prise de décisions du Kremlin. Mais l'essentiel est que les niveaux atteints par la dépense militaire fragilisent, en réalité, l'option d'une paix rapide.

La crise actuelle de l'économie russe est le produit d'une fuite en avant dans l'économie de guerre. La production militaire devient, de plus en plus, le seul pilier sur lequel l'ensemble du pays peut s'appuyer, et c'est la priorité affichée par le Kremlin. [Le 22 mai](#), Vladimir Poutine a ainsi enjoint au gouvernement et à la banque centrale de « *prendre toutes les mesures pour s'assurer que la production industrielle dans les secteurs prioritaires [c'est-à-dire la défense – ndlr] ne chute pas en dessous du niveau de 2014* ».

On voit mal comment, en un instant, cette logique pourrait être suspendue. Au mieux, une trêve peut permettre à la Russie de réduire certaines de ces difficultés, mais il semble peu probable que la logique d'économie de guerre soit suspendue. Autrement dit : la production militaire a de grandes chances de rester la priorité.

Dans ce cas, on basculerait vers une nouvelle phase de l'économie de guerre, plus classique. Car alors, la seule façon de financer l'effort de guerre sera la création monétaire et la prise de contrôle de la banque centrale. Cette méthode aurait aussi l'avantage de permettre de contenir toute crise bancaire. L'inflation risque alors de s'emballer et ne pourra être contenue qu'au prix d'une militarisation de plus en plus complète de l'économie.

Ce serait alors une fuite en avant particulièrement dangereuse, car toute l'économie russe serait centrée sur la production de matériel militaire. Il n'est pas certain que la guerre en Ukraine épuise une telle logique.

[Romarc Godin](#)